

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/STR/M/5

11 décembre 1996

(96-5226)

Groupe de travail des entreprises commerciales d'Etat

COMPTE RENDU DE LA REUNION DU GROUPE DE TRAVAIL TENUE LE 26 SEPTEMBRE 1996

Président: M. Peter May (Australie)

| | <u>Page</u> |
|---|-------------|
| A. Adoption de l'ordre du jour | 1 |
| B. Examen des notifications présentées par les Membres à la suite des demandes distribuées sous les cotes G/STR/N/1 et G/STR/N/2 | 1 |
| C. Etablissement d'une liste exemplative indiquant les types de relations existant entre les pouvoirs publics et les entreprises et les types d'activités auxquelles celles-ci se livrent | 6 |
| D. Examen de l'adéquation du questionnaire de 1960 et de l'éventail des entreprises commerciales d'Etat ayant fait l'objet de notifications au titre du paragraphe 1 du Mémorandum d'accord | 9 |
| E. "Autres questions" - Proposition des Communautés européennes concernant les travaux futurs | 11 |
| F. Rapport au Conseil du commerce des marchandises | 12 |

A. Adoption de l'ordre du jour

1. Le représentant de la Communauté européenne a indiqué que sa délégation souhaitait présenter au titre des "Autres questions" une communication qui venait d'être distribuée aux membres du Groupe de travail.¹ Le Président a proposé d'inverser les points C et D de l'ordre du jour au vu des deux nouvelles communications devant être faites dans le cadre du point D. Le Groupe de travail a adopté l'ordre du jour proposé dans l'aérogramme WTO/AIR/411 et ainsi modifié.

B. Examen des notifications présentées par les Membres à la suite des demandes distribuées sous les cotes G/STR/N/1 et G/STR/N/2

2. Le Président a rappelé qu'en vertu du paragraphe 5 du Mémorandum d'accord sur l'interprétation de l'article XVII (ci-après dénommé le "Mémorandum d'accord"), le Groupe de travail était chargé d'examiner les notifications et les contre-notifications sur le commerce d'Etat présentées par les Membres

¹Cette communication a été distribuée par la suite sous la cote G/STR/W/33.

et que, à la lumière de cet examen, le Conseil du commerce des marchandises pourrait formuler des recommandations au sujet de l'adéquation des notifications et de la nécessité de renseignements supplémentaires. A sa réunion du 20 février 1995, celui-ci avait fixé au 30 juin 1995 la date limite pour la présentation des nouvelles notifications complètes sur les entreprises commerciales d'Etat et le Groupe de travail était convenu de garder le 30 juin comme date limite pour la présentation des modifications de mise à jour. Le 10 mai 1996, une demande de présentation de notifications de mise à jour avait été distribuée sous la cote G/STR/N/2.

3. A la date où l'aérogamme annonçant la réunion avait été distribué (le 3 septembre), 44 Membres au total (les Etats Membres de la CEE et la Commission comptant pour un) avaient présenté une "nouvelle notification complète" en réponse à la demande de 1995, et seules 15 notifications de mise à jour avaient été reçues. Le Président a dit que, bien que le nombre de notifications complètes ait quelque peu augmenté, il était décevant de constater que la grande majorité des Membres n'avaient pas présenté de notifications de mise à jour. Il a rappelé que les renseignements contenus dans les notifications étaient indispensables pour réviser le questionnaire et établir une liste exemplative, afin de déterminer quelles entreprises commerciales d'Etat devaient être notifiées. A ce jour, le Secrétariat n'avait reçu aucune contre-notification.

4. Le représentant du Mexique a dit que sa délégation présenterait très bientôt sa notification.

5. Le Président a relevé que, dans l'aérogamme, il était prévu d'examiner séparément: les nouvelles notifications complètes présentées en réponse au document G/STR/N/1 et les notifications de mise à jour répondant à la demande G/STR/N/2. Il a suggéré que le Groupe de travail procède de la même façon qu'à sa précédente réunion, c'est-à-dire en faisant porter son attention sur deux points principaux, afin de déterminer: 1) si la notification donnait bien les renseignements demandés dans le questionnaire; 2) s'il fallait plus d'informations pour avoir - selon les termes du paragraphe 2 du Mémoire d'accord - "une idée précise de la façon dont opèrent les entreprises ayant fait l'objet de notifications de l'effet de leurs opérations sur le commerce international".

1) Nouvelles notifications complètes présentées en réponse au document G/STR/N/1

i) Barbade (G/STR/N/1/BRB)

6. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a dit que sa délégation avait posé des questions écrites à la Barbade (G/STR/Q1/BRB/4) en rapport avec le monopole des importations et exportations de produits laitiers.

7. Le représentant des Etats-Unis a dit que sa délégation avait elle aussi posé des questions par écrit (G/STR/Q1/BRB/1 et 3) au sujet du monopole sur les produits laitiers et de la Société de développement agricole de la Barbade (Barbados Agricultural Development Corporation), qui détenait le monopole des importations de poulets.

8. Le représentant de l'Australie a fait savoir que sa délégation avait elle aussi posé des questions par écrit (G/STR/Q1/BRB/2).

9. Le représentant de la Barbade n'étant pas présent à la réunion, le Président a proposé que, si la Barbade fournissait par écrit des réponses jugées satisfaisantes par les délégations en question, on pourrait considérer que l'examen de cette notification avait eu lieu, ce que le Groupe de travail a accepté.

ii) Brésil (G/STR/N/1/BRA)

10. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a fait savoir que sa délégation désirait avoir des précisions au sujet du rôle de la CONAB.²

11. Le représentant du Brésil a répondu que la CONAB, entreprise publique sous la tutelle du Ministère de l'agriculture, était responsable des prix minimaux garantis et de la gestion des stocks publics à des fins de sécurité alimentaire. La politique des prix minimaux visait à garantir aux agriculteurs la possibilité de vendre leurs produits au gouvernement fédéral si les prix du marché étaient extrêmement bas. En ce qui concernait la gestion des stocks publics, la CONAB achetait des produits aux agriculteurs aux prix du marché et les revendait au besoin, toujours aux prix du marché. Elle achetait et vendait les produits aux enchères. Pour ses achats, elle ne tenait pas compte de l'origine des produits, qui pouvait être nationale ou étrangère. L'intervenant a souligné que la détention de stocks publics à des fins de sécurité alimentaire était définie et régie par la loi. Son gouvernement s'efforçait de limiter ses interventions sur le marché à ce qui était nécessaire pour éviter les crises. La CONAB n'importait ni n'exportait directement aucun produit. Elle ne pouvait le faire que dans des circonstances exceptionnelles, pour des raisons de sécurité et avec l'autorisation des autorités fédérales, mais le cas ne s'était jamais produit.

12. Le représentant des Etats-Unis a demandé au Brésil des éclaircissements sur certaines caractéristiques de la CONAB et de Petrobras.³

13. Le représentant du Brésil a indiqué que les activités de Petrobras s'inscrivaient juridiquement dans le cadre du monopole prévu à l'article 177 de la Constitution fédérale. Jusqu'à une époque récente, cet article conférait à Petrobras le monopole des importations et des exportations de pétrole et de ses dérivés. Toutefois, la Constitution ayant été profondément modifiée, le gouvernement pouvait désormais - tout en conservant son monopole - passer des contrats avec d'autres entreprises. Comme les modifications n'ont pas encore été incorporées dans la loi, Petrobras demeurait pour l'heure la seule entreprise autorisée à importer et à exporter du pétrole et ses dérivés; néanmoins, ces opérations devaient se fonder sur des mécanismes et des critères exclusivement commerciaux.

14. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a demandé dans quelle mesure la CONAB était impliquée dans l'achat et la vente de produits sur le marché local. Quant à l'affirmation du Brésil selon laquelle la CONAB achetait et vendait les produits aux prix du marché, il a demandé en quoi cela concernait l'objectif des prix minimaux garantis.

15. Le représentant des Etats-Unis a demandé au Brésil de confirmer quels produits exactement relevaient de la CONAB.

16. Le représentant du Brésil a dit que sa délégation répondrait à toutes les questions par écrit.

iii) Malte (G/STR/N/1/MLT)

17. Le représentant de la Nouvelle-Zélande s'est reporté aux questions écrites que sa délégation avait posées à Malte au sujet de Medigrain Ltd. (G/STR/Q1/MLT/1).

18. Le représentant de Malte a dit que les questions de la Nouvelle-Zélande avaient été transmises aux autorités compétentes et qu'il y serait répondu dès que possible.

²La question a été présentée par écrit dans le document G/STR/Q1/BRA/2.

³Les questions ont été présentées par écrit dans le document G/STR/Q1/BRA/3.

iv) Israël (G/STR/N/1/ISR, G/STR/Q1/ISR/1)

19. Le Président a attiré l'attention sur le fait que, depuis que la notification G/STR/N/1/ISR avait été distribuée, le Secrétariat avait reçu le 18 septembre une autre communication d'Israël qui avait demandé qu'elle soit distribuée en tant que révision de la notification précédente. Six entreprises commerciales d'Etat y étaient notifiées. Le Président a suggéré qu'étant donné que cette révision (G/STR/N/1/ISR/Rev.1) n'avait pas encore été distribuée, le Groupe de travail remette à sa réunion suivante l'examen de la notification israélienne.

20. Le Groupe de travail en est ainsi convenu.

2) Notifications de mise à jour présentées en réponse au document G/STR/N/2

i) Australie (G/STR/N/2/AUS)

21. Le représentant des Etats-Unis s'est reporté aux questions écrites que sa délégation avait posées à l'Australie (G/STR/Q1/AUS/1).

22. Le représentant de la Nouvelle-Zélande s'est félicité de l'élargissement du champ de la notification australienne dans laquelle plusieurs organismes d'Etat infranationaux avaient été inclus. Les prescriptions en matière de notification des organismes d'Etat dans le cadre des systèmes fédéraux intéressaient son gouvernement, notamment lorsque des produits provenaient essentiellement d'une même région, avec pour conséquence qu'une entité d'Etat infranationale opérait en fait au niveau fédéral.

23. Le représentant de l'Australie a dit que son pays avait notifié ces entités infrafédérales dans un souci de transparence. Quant aux questions des Etats-Unis, son gouvernement y répondrait en détail par écrit. Il a fait remarquer à propos de l'AWB qu'une fois sa réorganisation achevée, il présenterait plus d'intérêt. Quant à l'Office de commercialisation du riz, il exerçait un monopole de fait sur les exportations, mais ce n'était que parce que la production de riz avait cessé dans les autres Etats.

24. Le représentant de l'Argentine a dit que sa délégation souhaitait elle aussi connaître la raison et l'objet du maintien de l'AWB.

25. Le représentant de l'Australie a répondu que, en résumé, le nouveau gouvernement de son pays avait récemment décidé que l'AWB continuerait d'exister et conserverait son monopole sur les exportations.

ii) Canada (G/STR/N/2/CAN)

26. Le représentant de la Nouvelle-Zélande s'est reporté aux questions écrites que sa délégation avait posées au Canada sur la Commission canadienne des produits laitiers (G/STR/Q1/CAN/2).

27. Le représentant des Etats-Unis s'est reporté aux questions écrites que sa délégation avait posées au Canada (G/STR/Q1/CAN/1).

28. Le représentant du Canada a dit qu'il serait répondu par écrit à ces questions.

29. Se référant à la section III, page 4, du document G/STR/N/2/CAN (Office de commercialisation des producteurs de haricots blancs de l'Ontario), le représentant de l'Argentine a demandé au Canada de préciser ce que signifiait les "prix à l'exportation sont fonction des conditions du marché mondial". En effet, il voulait savoir comment les autres exportateurs faisaient face à la vive concurrence qui s'exerçait sur le marché de ce produit.

30. Le représentant du Canada a répondu que fondamentalement, les exportateurs canadiens de haricots blancs étaient preneurs de prix et fixaient donc leurs prix à l'exportation en fonction de ce que le marché mondial pouvait accepter.

iii) Nouvelle-Zélande (G/STR/N/2/NZL)

31. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a indiqué que la situation n'avait pas changé depuis la notification de 1995, mais des modifications étaient à l'étude au Parlement. Dès que celles-ci seraient connues, elles seraient notifiées au Groupe de travail.

iv) Norvège (G/STR/N/2/NOR)

32. Le représentant des Etats-Unis a demandé à la Norvège d'expliquer pourquoi la branche chargée des exportations du Groupement des laitiers n'avait pas été mentionnée dans la notification, car pour son pays, cette entité avait le monopole des exportations de la plus grande partie du fromage produit en Norvège.

33. Le représentant de la Norvège a répondu que le Groupement des laitiers n'avait pas le monopole de l'exportation du fromage, et que la laiterie Tine, qui ne jouissait pas de droits spéciaux ou exclusifs au sens de l'article XVII, ne figurait pas dans la notification. Cette laiterie occupait une place prépondérante sur le marché norvégien du lait, mais quiconque souhaitait en faire de même pouvait se lancer dans la production et l'exportation de fromage ou de tout autre produit laitier.

v) Suisse (G/STR/N/2/CHE)

34. Le représentant de l'Australie s'est référé à la réponse que la Suisse avait donnée dans le document G/STR/Q1/CHE/1 où il était dit que le droit exclusif d'importation avait été attribué au gouvernement mais que c'étaient les commerçants privés qui effectuaient les importations. Son gouvernement poserait une question à ce sujet par écrit.

vi) Etats-Unis (G/STR/N/2/USA)

35. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a dit que son gouvernement avait posé plusieurs questions écrites aux Etats-Unis (G/STR/W/14). Relevant que, dans leur réponse à la première de ces questions, les Etats-Unis (G/STR/Q1/USA/1, page 3) parlaient du "cours du marché mondial pratiqué dans le pays ou la région en question", il a demandé ce qu'ils entendaient exactement par là. Il a demandé également si les Etats-Unis pouvaient confirmer que la différence entre, d'une part, le prix d'achat majoré des frais de transport de produits américains vers un pays ou une région donnés et, d'autre part, le cours qui s'y pratiquait variait selon le pays ou la région. Il a demandé si le Programme d'incitations à l'exportation de produits laitiers prévoyait différents taux de primes pour les exportateurs en fonction de ces différences de prix, même lorsque les produits exportés étaient identiques. En outre, la Nouvelle-Zélande souhaitait poser des questions sur certains organismes infranationaux, dont la California Kiwifruit Growers Organization et l'entité représentant les producteurs de pommes de l'Etat de Washington. L'intervenant a demandé aux Etats-Unis des renseignements sur la nature de ces organisations en fonction des critères énoncés à l'article XVII.

36. Se référant à la description faite par les Etats-Unis du financement de la Commodity Credit Corporation (CCC), le représentant de l'Argentine a demandé: i) si la différence entre le coût des emprunts et le coût des prêts pour les bénéficiaires était dûment notifiée au titre de l'Accord sur les subventions; ii) si, d'une manière générale, les éventuels déficits étaient notifiés selon les engagements contractés dans le cadre de l'OMC; iii) si, depuis l'adoption de la Loi fédérale sur l'amélioration et la réforme de l'agriculture, l'orientation du soutien interne, notamment sous forme de subventions

aux exportations, assuré par la CCC, s'était modifiée, en particulier pendant la mise en oeuvre des résultats du Cycle d'Uruguay.

37. Le représentant des Etats-Unis a dit que son gouvernement répondrait par écrit aux questions sur les entités infranationales mentionnées. Il a indiqué que l'expression "cours du marché mondial" utilisée dans la réponse à la Nouvelle-Zélande correspondait au prix au débarquement effectif ou dérivé du produit à un moment donné dans un pays cible. Quelque 40 pour cent de toutes les exportations de produits laitiers se faisant à destination de la CE, le terme "cours du marché mondial" reflétait largement les prix à l'exportation pratiqués avec la CE. Toutefois, dans la mesure où celle-ci s'efforçait de préserver la compétitivité de ses exportations en ajustant ses remises à l'égard de ses principaux concurrents, le "cours du marché mondial" englobait par défaut les prix offerts par les concurrents non subventionnés. En ce qui concernait la différence entre les prix d'achat majorés des frais de transport des produits, le taux de prime variait d'un pays et d'une région à l'autre. En règle générale, la situation géographique du pays était déterminante puisque le coût de transport du produit américain en dépendait. Aux questions de l'Argentine, le représentant a répondu qu'il lui semblait que les renseignements en question figuraient dans la notification des Etats-Unis sur les subventions.

38. Il n'y a pas eu d'observations ou de questions au sujet des notifications de mise à jour suivantes:

- Chili (G/STR/N/2/CHL)
- CEE (G/STR/N/2/EEC)
- Hong Kong (G/STR/N/2/HKG)
- Singapour (G/STR/N/2/SGP)

(3) Notifications déjà examinées

Maroc (G/STR/N/1/MAR)

39. Le représentant du Maroc a dit que sa délégation distribuerait sous peu des réponses écrites (G/STR/Q1/MAR/2) aux questions que les Etats-Unis avaient posées par écrit (G/STR/Q1/MAR/1), ainsi qu'une notification de mise à jour.

40. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a déclaré que sa délégation avait posé plusieurs questions à des Membres au sujet de notifications examinées antérieurement et qu'elle attendait des réponses.

41. Le Groupe de travail a pris note des déclarations et est convenu qu'à l'avenir l'aérogramme concernant ses réunions n'inclurait des notifications examinées antérieurement qu'à la demande expresse d'un Membre.

C. Etablissement d'une liste exemplative indiquant les types de relations existant entre les pouvoirs publics et les entreprises et les types d'activités auxquelles celles-ci se livrent

42. Le Président a rappelé que, à sa réunion de juin 1996, le Groupe de travail avait décidé que les travaux sur ce sujet devaient se poursuivre dans le cadre de réunions informelles parallèlement à la révision du questionnaire de 1960, ces deux tâches étant étroitement liées. Il a également rappelé qu'il avait invité les délégations qui le souhaitent à soumettre par écrit des propositions concernant la liste exemplative pour que les Membres les examinent. Deux d'entre elles l'avaient fait: le 16 septembre, la Nouvelle-Zélande avait présenté un texte qui avait été distribué le 18 septembre sous la cote G/STR/W/31; et, le 25 septembre, les Etats-Unis avaient présenté une note informelle⁴, dont

⁴Cette communication a été distribuée par la suite sous la cote G/STR/W/32.

des exemplaires étaient disponibles dans la salle de réunion. Bien qu'aucune des ces deux propositions n'ait été reçue à temps pour figurer sur l'aérogramme convoquant la réunion, le Président a donné à entendre qu'il serait utile d'avoir un échange de vues à leur sujet. Il a invité de nouveau les Membres qui le désiraient à soumettre des propositions, et exprimé l'espoir que sur la base de ces propositions le Groupe de travail pourrait élaborer un projet de liste exemplative, ce qui permettrait d'accélérer les travaux.

43. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a dit que sa délégation avait soumis un projet donnant une idée de ce que pourrait être la liste exemplative. Le texte, qui était basé sur des hypothèses prudentes, ne tentait pas d'interpréter ou de modifier les orientations données au Groupe de travail par le Mémoire d'accord, mais s'en tenait étroitement aux termes employés dans celui-ci. Par ailleurs, on n'avait pas essayé d'inclure dans la liste une interprétation de l'article XVII. La proposition se fondait en grande partie sur les paragraphes 101 et 102 de la note d'information du Secrétariat G/STR/2, dans laquelle sa délégation avait vu une bonne base de travail. Elle étoffait et remaniait quelque peu les sections consacrées aux relations entre les entreprises commerciales d'Etat et les pouvoirs publics. La section sur les activités distinguait désormais deux catégories d'activités d'Etat: celles qui étaient directement liées aux importations/exportations ou au régime de commerce et celles qui étaient liées essentiellement à la production nationale, mais pouvaient avoir une incidence sur l'orientation ou le niveau du commerce. A cet égard, c'était aux gouvernements qu'il appartenait d'évaluer une activité en fonction des critères énoncés à l'article XVII et dans le Mémoire d'accord. On s'était également efforcé, comme suggéré, d'établir une hiérarchie des activités énumérées. Le projet de liste exemplative était censé n'être rien d'autre qu'un guide qui aiderait les Membres à décider quelles entreprises devaient être notifiées.

44. Le représentant des Etats-Unis a déclaré que sa délégation accordait une grande importance aux travaux du Groupe de travail, car il fallait parvenir à une transparence accrue dans le domaine du commerce d'Etat. La définition pratique du "commerce d'Etat", convenue lors du Cycle d'Uruguay, était très large. Il serait donc utile d'essayer d'établir une distinction entre les activités et les relations qui risquaient le plus de fausser les échanges et celles qui étaient plus anodines, et de définir différents niveaux d'obligations de notification pour deux grandes catégories d'entreprises d'Etat: une notification globale sommaire pour les entreprises qui faussaient très peu les échanges et une notification complète pour celles qui étaient "intégrées au commerce".

45. La liste des relations que le Groupe de travail avait été chargé d'examiner avait trait à l'élément "droits ou privilèges spéciaux" de la définition figurant dans le Mémoire d'accord. Etant donné que toute autorisation accordée par l'Etat à une entité, mais pas au public en général, était assimilable à un droit ou privilège spécial, la liste des relations répondant à la définition était très vaste. Quant à la liste des activités, elle se rapportait au second élément de la définition, à savoir l'influence sur le commerce par le biais des achats ou des ventes. Bien que la définition paraisse inclure un élément limitatif - les entités visées devaient vendre ou acheter pour être concernées -, cette restriction pouvait parfois ne pas être appropriée. Ainsi, au cas où une entité avait obtenu de l'Etat un droit spécial et le conférait ensuite à une autre entité, il était difficile d'établir laquelle des deux était l'entreprise commerciale d'Etat. La gamme d'activités relevant de la définition était par conséquent très large elle aussi.

46. L'intervenant a fait valoir que, vu l'ampleur de la définition, il pourrait être utile de recenser celles des entités concernées qui présentaient le plus d'intérêt. Plusieurs principes permettaient de reconnaître les relations qui risquaient le plus de fausser les échanges. Par exemple, plus les pouvoirs découlant de la relation avec l'Etat étaient étendus, plus l'entité se trouvait protégée de la concurrence, plus elle s'occupait de près d'activités commerciales, plus sa relation avec l'Etat était étroite. De même, plusieurs principes permettaient de reconnaître les activités risquant le plus de fausser les échanges, par exemple, activités commerciales proprement dites, exercice d'un pouvoir discrétionnaire sur le

privilège de la répartition des importations, exercice d'un pouvoir discrétionnaire en ce qui concerne l'octroi de privilèges commerciaux (importation ou exportation) à d'autres entités, administration de systèmes nationaux de stabilisation, octroi de crédits ou de garanties de crédit, administration de contrats à long terme pour l'Etat. En conclusion, l'intervenant a dit que la liste exemplative devait être aussi complète que possible tout en pondérant dans une certaine mesure chaque activité ou relation de manière à pouvoir la classer en fonction de ses effets potentiels sur le commerce.

47. Le représentant de l'Argentine a fait savoir que sa délégation préférerait nettement que le document des Etats-Unis serve de base aux futurs travaux, et pensait elle aussi qu'on devrait s'attacher à préciser la notion de droits et privilèges spéciaux. Elle avait deux suggestions à faire au sujet du document G/STR/W/32, à la page 5, après le septième tiret, et à la page 6, après le cinquième tiret, il conviendrait d'introduire la notion de délai. Dans le contexte des achats ou de l'absorption intérieure, il conviendrait de considérer le délai comme un élément de l'administration des droits et privilèges spéciaux par l'Etat ou par l'entité à laquelle cette tâche a été déléguée. Sa délégation restait ouverte à l'inclusion d'autres notions figurant dans d'autres communications.

48. Le représentant du Canada a fait savoir que sa délégation approuvait les éléments dont il était question dans le document néo-zélandais, et notamment le paragraphe 2, qui faisait référence à la tâche du Groupe de travail et à l'objet de la liste exemplative. Le Canada était lui aussi d'avis que la liste ne devrait pas tenter de définir ce qu'était une entreprise commerciale d'Etat. Quant à la tâche du Groupe de travail, elle n'était pas d'affiner ou d'interpréter la définition pratique des entreprises commerciales d'Etat, mais de proposer des exemples aidant à établir si une entité était bien une entreprise commerciale d'Etat relevant de l'article XVII. La liste était censée être exemplative et non exhaustive, et il fallait prévoir la possibilité de la modifier à mesure qu'on réunirait des renseignements sur le commerce d'Etat, par exemple grâce aux notifications. En outre, la possibilité qu'avaient les Membres de présenter des contre-notifications offrait l'occasion d'engager un dialogue qui pourrait permettre d'améliorer la liste. L'intervenant a suggéré que le document de la Nouvelle-Zélande inclue dans la section "précisions préliminaires" une référence à la définition donnée à l'article XVII et à la définition pratique figurant dans le Mémoire d'accord.

49. Au sujet du document des Etats-Unis, l'intervenant a fait certaines observations préliminaires. La hiérarchie des obligations de transparence suggérée par ce pays semblait faire pendant à la hiérarchie des activités concernées que suggérait le document de la Nouvelle-Zélande. Il s'agissait de contributions utiles, qu'il convenait d'étudier plus avant en vue de les incorporer dans le texte final. Il semblait qu'on doive définir un seuil de pertinence si l'on voulait éviter que l'obligation de notification ne perde tout son sens en raison de la nature des renseignements fournis ou de la difficulté à se conformer aux prescriptions. Les concepts mentionnés au paragraphe 9 du document devaient être étudiés de manière plus approfondie, car ils fixaient certaines règles empiriques qui pouvaient dans un premier temps servir d'orientation. L'intervenant supposait que la notion de "privilège exclusif ou spécial" se trouvait incluse dans les annexes du document des Etats-Unis. Au sujet de l'annexe 2, il a dit que trop de transparence valait mieux que pas assez, car le processus permettrait de mieux comprendre la notion de commerce d'Etat.

50. La représentante de l'Australie a dit que, comme le Canada, elle souscrivait à ce qui était dit au paragraphe 2 du document néo-zélandais.

51. Le représentant des Communautés européennes a accueilli avec intérêt les propositions des Etats-Unis et de la Nouvelle-Zélande. Ces textes contenaient des éléments et soulevaient des questions dont l'examen aiderait à définir en termes généraux les relations et activités qu'il était le plus justifié de faire figurer dans une liste exemplative. Sa délégation contribuerait à ce processus.

52. Le représentant de la Hongrie a dit que le document de la Nouvelle-Zélande semblait établir entre les entités une distinction fondée sur le régime de propriété. Sa délégation ne l'avait pas entendu ainsi lors du Cycle d'Uruguay.

53. Le représentant du Mexique a dit que, comme celle du Canada, sa délégation estimait que la liste devrait servir de guide aux Membres et qu'il ne fallait pas modifier les éléments figurant à l'article XVII ou dans le Mémoire d'accord.

54. Le représentant de la Roumanie a dit que sa délégation était prête à se mettre au travail sur la base des deux documents. Néanmoins, des points devraient encore être examinés et éclaircis avant qu'on puisse établir une liste.

55. Le représentant de la Pologne a estimé que les idées formulées dans le document néo-zélandais devaient être examinées en profondeur. Certains principes énoncés aux paragraphes 2 et 4 étaient très importants. Pour ce qui était du document des Etats-Unis, l'approche en deux catégories était bonne. Dans une certaine mesure, sa délégation se ralliait à la proposition avancée au paragraphe 16, à savoir qu'un seuil de pertinence devrait être défini de manière que les prescriptions de l'OMC en matière de notification ne deviennent pas exagérément fastidieuses. L'intervenant convenait avec le Canada qu'il fallait examiner plus avant la question des organes réglementaires.

56. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a dit que, à bien des égards, les suggestions faites dans les deux documents ne s'excluaient pas. Selon lui, un seuil de pertinence impliquerait qu'on apprécie de manière subjective ce qu'était un effet significatif sur le commerce; toutefois, on pouvait arriver à déterminer quelles activités ou relations présentaient plus d'intérêt. En réponse à la question posée par la Hongrie, il a indiqué que le document de son pays contenait un élément qui ne figurait pas dans la note d'information du Secrétariat. Il s'agissait de tenir compte du fait que des entreprises appartenant à l'Etat pouvaient être des personnes morales détenues par l'Etat, lesquelles pouvaient être ou non des entreprises commerciales d'Etat selon qu'elles répondaient ou non à la définition donnée à l'article XVII ou dans le Mémoire d'accord.

57. Le représentant des Etats-Unis a précisé que le document soumis par son pays laissait la possibilité de faire la distinction entre les activités et relations des entreprises commerciales d'Etat en fonction de leur capacité à fausser les échanges, et qu'il incluait la notion de pouvoir conféré à une entité et des liens directs ou législatifs avec les pouvoirs publics. Bien que dans ce domaine, les deux documents diffèrent, il était fort possible de regrouper les idées essentielles qui y étaient exposées.

58. Le représentant du Canada a dit qu'il serait utile de se servir de l'expression "risquant de fausser les échanges", puisque les entreprises commerciales d'Etat avaient l'obligation de mener leurs activités en conformité avec l'article XVII.

59. Le Groupe de travail a pris note des déclarations et est convenu que la question continuerait d'être étudiée dans le cadre de consultations informelles.

D. Examen de l'adéquation du questionnaire de 1960 et de l'éventail des entreprises commerciales d'Etat ayant fait l'objet de notifications au titre du paragraphe 1 du Mémoire d'accord

60. Le Président a rappelé qu'à sa réunion de juin 1996 le Groupe de travail disposait d'un texte préliminaire (G/STR/W/30) qui tentait de rendre compte des discussions ayant eu lieu lors des réunions informelles. Il a souligné que celles-ci étaient ouvertes à toute délégation désireuse d'y participer. Il continuait de penser que la meilleure façon de poursuivre les travaux à ce sujet était de le faire dans un cadre informel, mais il a demandé si des Membres souhaitaient faire des observations sur ce texte.

61. Le représentant des Etats-Unis a déclaré que c'était un cadre informel qui convenait le mieux pour débattre du questionnaire.

62. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a dit que le questionnaire paraissait aller dans la bonne direction. La Nouvelle-Zélande était prête à faire preuve de souplesse pour ce qui était des renseignements sur la détermination des prix; en revanche, l'idée de devoir fournir des renseignements par transactions comme le prévoyait le projet (G/STR/W/30) ne lui convenait pas. Sa délégation n'était pas convaincue que des renseignements sur des transactions ponctuelles présentaient de l'intérêt, car ils refléteraient les circonstances particulières et les conditions du marché au moment de la vente, sans guère informer sur l'entreprise ayant négocié le prix en question. En outre, si l'on considérait que ces renseignements présentaient un caractère commercial confidentiel, ils ne seraient pas communiqués, comme l'autorisait le paragraphe 4 d) de l'article XVII. L'intervenant a ajouté que les tableaux figurant dans le projet devaient être revus afin qu'ils reflètent de manière plus équilibrée les renseignements sur les importations et les renseignements sur les exportations.

63. La représentante de l'Australie a dit qu'elle appuyait sans réserve la déclaration de la Nouvelle-Zélande et fait valoir qu'elle s'opposait vigoureusement à la communication de renseignements détaillés sur les ventes, tant en valeur qu'en volume. Son pays estimait qu'il s'agissait là de renseignements confidentiels dont la divulgation porterait préjudice aux intérêts commerciaux d'entreprises et pour lesquels le paragraphe 4 d) de l'article XVII prévoyait expressément une exemption.

64. Le représentant du Canada a dit que ses vues sur le questionnaire avaient déjà été consignées dans le compte rendu. Le texte du document G/STR/W/30 était le fruit d'un travail important. Le Canada convenait avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande que la communication de certains renseignements était inappropriée. Le questionnaire avait pour objet d'aider les Membres à déterminer si une entreprise commerciale d'Etat respectait les disciplines de l'article XVII. Aussi, les questions posées et les données rassemblées devaient-elles servir cet objectif. Les prix de transactions remontant à plusieurs années étaient dénués d'intérêt. En outre, il y avait une incohérence: le paragraphe 1 de l'article XVII indiquait qu'une entreprise commerciale d'Etat devait opérer selon des considérations d'ordre commercial; or, la divulgation de renseignements de ce genre rendrait impossibles les opérations commerciales sur le marché.

65. Le représentant de la Suisse a dit que le texte allait dans le bon sens, mais qu'il partageait les préoccupations de plusieurs Membres quant aux renseignements demandés sur la détermination des prix.

66. Le représentant des Etats-Unis a dit que son pays jugeait capitaux les renseignements sur les prix et que, pour l'heure, les notifications n'apportaient aucun renseignement spécifique à cet égard. Comme il l'avait fait valoir par le passé, les renseignements demandés étaient généralement bien connus des milieux commerciaux et au moment où ils seraient notifiés, ils n'auraient plus guère d'utilité sur le plan commercial. En outre, ils ne seraient communiqués que cas par cas.

67. Le Président a demandé s'il y avait des Membres qui estimaient que le projet contenu dans le document G/STR/W/30 ne constituait pas une base de laquelle partir pour aboutir à un accord. Si tel n'était pas le cas, ce texte continuerait à servir de base de travail pour les consultations informelles.

68. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a suggéré que les délégations fassent connaître par écrit leurs vues sur le projet de texte au Secrétariat pour que celui-ci les communique aux participants aux réunions informelles.

69. Le Groupe de travail a pris note des déclarations et est convenu que le Président continuerait de tenir des consultations informelles, auxquelles pourrait participer toute délégation intéressée, sur

la révision du questionnaire de 1960, en utilisant le projet contenu dans le document G/STR/W/30 comme base de travail.

E. "Autres questions" - Proposition des Communautés européennes concernant les travaux futurs

70. Prenant la parole au titre des "Autres questions", le représentant des Communautés européennes a dit que la question qu'il voulait soulever avait trait au rapport du Groupe de travail au Conseil du commerce des marchandises. Sa délégation avait distribué à la réunion un document⁵ parfaitement explicite. Elle n'entendait pas distraire le Groupe de travail des travaux qu'il menait actuellement, espérant qu'au moment de la Réunion ministérielle de Singapour ceux-ci seraient achevés. La communication de la Communauté avait été en grande partie motivée par les processus d'accession en cours. Il importait pour tous les Membres de veiller à ce que les engagements en matière d'accès aux marchés soient respectés et, plus généralement, que les droits et obligations ne soient pas compromis par le recours aux dispositions de l'article XVII. Dans cette optique, la Communauté suggérait qu'à Singapour les Ministres élargissent le mandat du Groupe de travail pour lui permettre d'entamer l'examen des disciplines actuelles de l'article XVII et de voir si celles-ci suffisaient ou devaient être renforcées.

71. Le représentant de l'Argentine a déclaré qu'à première vue, la plupart des idées exprimées dans cette communication semblaient mériter d'être examinées plus avant, car elles concernaient des problèmes concrets, qui préoccupaient les Membres. Toutefois, il a noté que le mot "exportations" n'apparaissait qu'une fois dans tout le texte.

72. La représentante de l'Australie a dit qu'elle appuyait la recommandation générale formulée au deuxième alinéa du paragraphe 4 de la communication de la Communauté au sujet de la nécessité de renforcer les dispositions de l'article XVII; elle aussi estimait qu'il fallait essayer d'empêcher au maximum les entreprises commerciales d'Etat importatrices de compromettre les droits d'accès aux marchés. Toutefois, sa délégation avait à première vue certaines réserves à formuler sur les trois autres alinéas du paragraphe 4. Au sujet du premier alinéa, l'Australie souhaitait rappeler le rapport qui existait entre le questionnaire et la liste exemplative et la nécessité d'assurer une certaine complémentarité entre l'un et l'autre, du point de vue tant de la forme que de l'objet. Sa délégation avait des difficultés avec le troisième alinéa, car elle ne pouvait accepter un mandat pour des travaux fondés sur la suppression du statut d'exportateur unique. Du point de vue de l'Australie, une simple recommandation sur le modèle du deuxième alinéa du paragraphe 4 suffirait.

73. Le représentant des Etats-Unis a dit que la proposition de la Communauté était très utile, vu la nécessité de faire encore avancer les choses. Son pays jugeait extrêmement important d'accroître la transparence en matière de commerce d'Etat, et il pensait, comme la Communauté, qu'on pourrait s'efforcer de mettre au point le questionnaire pour la réunion de Singapour. Le document proposait d'examiner certaines des questions sur lesquelles les Etats-Unis appelaient eux-mêmes l'attention depuis quelque temps.

74. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a remercié la Communauté d'avoir soulevé la question et amorcé un processus de réflexion sur l'article XVII lui-même. Sa délégation convenait avec l'Australie qu'une démarche visant à renforcer l'article XVII et le Mémoire d'accord afin de garantir l'accès aux marchés et la non-discrimination serait une bonne chose. Toutefois, le rôle des monopoles d'importation et celui des monopoles d'exportation n'étaient pas symétriques, et leur incidence sur le commerce mondial n'était pas la même. Selon lui, il ne fallait pas fixer une échéance artificielle pour la mise au point du questionnaire, et les travaux sur la liste exemplative devaient être poursuivis parallèlement aux travaux sur le questionnaire.

⁵Distribué par la suite sous la cote G/STR/W/33.

75. Le représentant du Mexique a dit ne pas être certain de prime abord que la proposition de la Communauté relève du mandat du Groupe de travail énoncé aux paragraphes 2 et 5 du Mémoire d'accord, ni que le Groupe de travail soit l'instance appropriée pour soulever des questions touchant à la révision des dispositions de l'Accord général.

76. Le représentant du Canada a fait savoir que son pays était lui aussi d'avis qu'il fallait achever rapidement la mise au point du questionnaire; toutefois, il y avait entre celui-ci et la liste exemplative un lien logique à ne pas perdre de vue. Il a demandé des éclaircissements sur ce qu'on entendait, au deuxième alinéa, par "garantir l'accès aux marchés". Au sujet du troisième alinéa, sa délégation se ralliait aux observations de la délégation australienne. La première partie du quatrième alinéa traitait de quelque chose que le Groupe de travail examinait déjà, à savoir le champ d'application de l'article XVII et les disciplines applicables, mais dans le contexte de principes se rapportant à la concurrence. Il a demandé si c'était dans ce contexte plus large que la proposition était faite.

77. Le représentant des Communautés européennes a répondu que sa délégation avait pris note des observations et qu'elle y reviendrait ultérieurement. Pour ce qui était du questionnaire, il s'agissait simplement de témoigner de l'intérêt pour la tâche entreprise et non d'essayer de le faire aboutir pour une date précise. L'objectif et la motivation d'ensemble de la proposition étaient d'assurer que les engagements convenus en matière d'accès aux marchés ne soient pas compromis par des recours à l'article XVII. Compte tenu de l'évolution de la situation, c'était là une question importante pour l'avenir, et la Communauté recommandait qu'on se penche sur cette question dès maintenant. L'intervenant a dit que, si le mandat du Groupe de travail était limité au questionnaire et à la liste exemplative, il ne lui resterait rien à faire une fois ces deux tâches menées à bien. Sa délégation entendait distribuer ce document aux Chefs de délégation, mais elle avait voulu le distribuer d'abord aux membres du Groupe de travail, qui était l'instance appropriée pour en débattre.

78. Le représentant du Mexique a dit que la proposition de la Communauté européenne ne devait pas être examinée par le Groupe de travail, car elle ne relevait pas de son mandat. Sa délégation n'avait aucune opinion sur le fond de la proposition.

79. Le Groupe de travail a pris note des déclarations.

F. Rapport au Conseil du commerce des marchandises

80. Le Président a rappelé que le paragraphe 5 du Mémoire d'accord sur l'article XVII chargeait le Groupe de travail de présenter chaque année un rapport au Conseil du commerce des marchandises. Celui-ci devant se réunir le 1er novembre 1996 pour examiner les rapports des organes permanents, le Groupe de travail devait établir son rapport avant cette date. Le Secrétariat avait préparé un projet de rapport sur les activités du Groupe de travail depuis novembre 1995, date du précédent rapport, et l'avait distribué à la réunion. Ce rapport était censé être une description factuelle des activités du Groupe de travail. Toutefois, le Président a rappelé la déclaration faite au sujet de la présentation des rapports des organes permanents de l'OMC (WT/L/145) à la réunion d'avril 1996 du Conseil général par le Président, M. l'Ambassadeur Rossier: pourraient figurer dans les rapports annuels des thèmes additionnels, tels qu'une indication des questions et problèmes qui ont été identifiés et des recommandations éventuelles. Il a donc invité les délégations à proposer des éléments additionnels qu'elles jugeaient approprié d'inclure dans le projet de rapport.

81. Le représentant des Communautés européennes a dit que sa délégation souhaiterait que le rapport mentionne le deuxième alinéa du point 4 de sa communication sur les travaux futurs.

82. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a fait savoir que bien que sa délégation approuve l'idée générale de ce deuxième alinéa, le mandat suggéré pour l'examen de cette question devrait être

suffisamment large et ne pas être limité à l'accès aux marchés. Il serait utile d'inclure un texte préconisant l'achèvement des travaux sur le questionnaire et la liste exemplative.

83. Le représentant des Etats-Unis a dit que sa délégation approuvait l'inclusion dans le rapport d'une référence au deuxième alinéa du point 4 de la proposition des CE.

84. Le représentant du Mexique a dit que sa délégation ne pouvait pour l'heure accepter que le deuxième alinéa de la proposition de la Communauté européenne soit inclus dans le rapport. Les recommandations du Groupe de travail devaient ressortir exclusivement à son mandat.

85. Le représentant de la Pologne a suggéré que le rapport indique que des vues préliminaires avaient été exprimées au sujet de la proposition de la CE.

86. La représentante de l'Australie s'est déclarée satisfaite du caractère factuel du rapport. Au sujet du deuxième alinéa, sa délégation appuyait la déclaration de la Nouvelle-Zélande qui estimait qu'il fallait que le mandat du Groupe de travail reste suffisamment large pour englober les travaux futurs, et sa suggestion concernant une formule positive à propos de la liste exemplative et du questionnaire.

87. Le Président a proposé de faire distribuer dans les jours suivants une version révisée du projet de rapport tenant compte des suggestions faites pendant la réunion. Il convoquerait à nouveau le Groupe de travail, le 24 octobre, pour adopter le rapport.

88. Le Groupe de travail a pris note des déclarations et accepté les propositions du Président.